

GRUPE DU PORTE-PAROLE
S P R E C H E R G R U P P E
GRUPPO DEL PORTAVOCÈ
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER
S P O K E S M A N ' S G R O U P

NOTE D'INFORMATION • INFORMATORSISCHE AUFZEICHNUNG
NOTA D'INFORMAZIONE • TER DOCUMENTATIE • INFORMATION MEMO

Brussels, July 1970

The economic situation in the Community
Summary of Quarterly Survey No. 2/1970

The Commission of the European Communities has published its second Quarterly Survey for 1970 on the economic situation in the Community.

The Survey shows that there has been no important change in the trends in recent months.

The economic upswing in the Community was still very vigorous during the spring. In most member countries utilization of capacity remained extremely high and inflationary pressures were still very marked.

Owing largely to the cooler business climate in the United States, demand from non-member countries made very little progress, but the drive imparted by internal demand gained still further in strength. Private consumers' expenditure, in particular, expanded briskly, mainly as a result of massive wage increases. The growth of gross fixed asset formation, too, was very rapid. The Commission's investment survey made in the spring showed that firms' investment schedules, which were already very heavy as planned at the end of 1969, have been revised upwards in all member countries. Despite an appreciable degree of elasticity due to the effects which the liveliness of investment activity has had on production capacity, internal supply has failed to match the expansion of demand. The stresses affecting the labour markets in the Community have grown more severe. The pace at which imports are growing has gained speed and the trade balance has deteriorated further. With the high level of demand making it fairly easy for managements to pass on to their customers the sharp increases in costs they had been experiencing for some time past, the already very lively rise in prices gathered further momentum.

In the light of most of the indicators available, no great change in the trend is to be expected during the second half of 1970.

.../...

Export demand will remain weak: internal demand will grow vigorously. The very high rate of increase of private consumers' expenditure will be maintained. The propensity to invest is still lively, so there can be little doubt that actual outlay on investment will continue to rise strongly. There is a very serious risk that strains will persist on the markets in production factors, goods and services, and, consequently, that prices will tend to rise further. At consumer level this rise could, for the full year, be as much as 4 1/2% to 6% in almost all member countries. The growth rate of the gross Community product can be estimated (in real terms) at 6%.

The Commission believes that the outlook for 1971 depends primarily on how long it will take for the policy measures to restore the basic equilibria. If the growth of internal demand and the sharp rise in costs cannot be curbed firmly enough, and soon, it is by no means impossible that the business trend will dip fairly sharply later. This could be a serious threat to full employment. But if economic stability were promptly restored in the member countries, there would be a good chance of achieving next year a high level of employment and the optimum use of technical capacity, yielding a growth rate of 4.5% in the real gross Community product for the full year. The drive to restrain inflation must, therefore, in the Commission's opinion, still take priority in all the Community countries.

economic area, this is a time when we must be prepared to
 although it is not possible to achieve a growth rate of 4.5% in the
 year 1971, we must be prepared to achieve a growth rate of 4.5% in the

PP/500/70-EEC

.....

GRUPE DU PORTE-PAROLE
SPRECHERGRUPPE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER
SPOKESMAN'S GROUP

NOTE D'INFORMATION • INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
NOTA D'INFORMAZIONE • TER DOCUMENTATIE • INFORMATION MEMO

Bruxelles, Juillet 1970

Résumé du rapport trimestriel n° 2/1970 sur la situation
économique de la Communauté

La Commission des Communautés européennes vient de publier son second rapport trimestriel de l'année sur la situation économique de la Communauté.

Il résulte de ce rapport que l'orientation générale des tendances conjoncturelles ne s'est guère modifiée au cours des derniers mois.

En effet, l'évolution économique de la Communauté est demeurée très dynamique au printemps. Dans la plupart des pays membres, le degré d'utilisation des capacités est resté extrêmement élevé et les tendances inflationnistes ont été très prononcées.

Par suite notamment du refroidissement de la conjoncture aux Etats-Unis, la demande en provenance des pays non membres n'a plus marqué que de faibles progrès; en revanche, les impulsions émanant de la demande intérieure se sont encore renforcées. Les dépenses de consommation privée, en particulier, ont accusé une vive expansion, due essentiellement à des augmentations massives des salaires. La croissance de la formation brute de capital fixe s'est, elle aussi, révélée très rapide. Suivant les résultats de l'enquête sur les investissements, effectuée au printemps par la Commission des Communautés européennes, les projets d'investissements des entreprises, qui étaient déjà très importants à la fin de l'année dernière, ont été, dans tous les pays membres, révisés en hausse pour 1970. En dépit d'une élasticité appréciable, due à l'incidence de la vive activité d'investissement sur les capacités de production, l'offre intérieure est loin d'avoir pu s'adapter à l'expansion de la demande. Les tensions se sont encore aggravées, sur les marchés de l'emploi de la Communauté. La croissance des importations s'est accélérée et la balance commerciale a continué de se détériorer. La hausse des prix, déjà très vive, s'est encore accélérée, d'autant plus que le niveau élevé de la demande a permis aux entreprises de répercuter assez facilement sur leurs prix les fortes augmentations de coûts enregistrés depuis quelque temps.

A en juger d'après la plupart des indicateurs disponibles, aucune modification notable des tendances conjoncturelles n'est à prévoir pour le second semestre de 1970. La faiblesse persistante de la demande extérieure s'accompagnera d'une vigoureuse expansion de la demande intérieure. Le développement de la consommation privée restera très rapide. Etant donné la propension à investir toujours vive des entreprises, il ne fait guère de doute que les dépenses effectives d'investissement continueront d'augmenter fortement.

./.

Le danger est extrêmement grand de voir persister les tensions sur les marchés des facteurs de production, des biens et des services, et, par conséquent, les tendances à la hausse des prix. Il est à craindre que, dans presque tous les pays membres, la hausse des prix à la consommation n'atteigne 4 1/2 à 6 % en 1970. Le taux de croissance du produit brut de la Communauté en termes réels peut être estimé à 6 %.

Quant aux perspectives d'évolution conjoncturelle pour l'année 1971, la Commission estime qu'elles dépendent essentiellement du délai dans lequel la politique économique pourra assurer le rétablissement des équilibres fondamentaux. Au cas où l'expansion de la demande intérieure et la forte augmentation des coûts ne pourraient, dans un proche avenir, être freinées dans une mesure suffisante, le risque serait réel de voir se développer, à plus longue échéance, un fléchissement prononcé de la conjoncture. Le plein emploi serait alors sérieusement compromis. Si, par contre, l'équilibre économique était restauré à bref délai dans les pays membres, il y aurait de bonnes chances de réaliser, en 1971, un haut niveau d'emploi et une utilisation optimale des capacités techniques. Cette hypothèse correspondrait à un taux de croissance de 4,5% du produit national brut en termes réels. La Commission est d'avis que, dans ces conditions, une action énergique visant à juguler les tendances inflationnistes reste, dans l'immédiat, une tâche prioritaire pour tous les pays de la Communauté.